



## FORUM REGIONAL SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITE ENERGETIQUE

**TITRE : Le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique : Gage de sécurité énergétique**

### RAPPORT FINAL

#### Introduction

En prélude du sommet mondial d'action sur le climat de Californie, l'Organisation Action Solidaire International (ASI) en collaboration avec ses partenaires dont 350.org, Enda Energie, Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER), AMES, le Centre des Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique de la CEDEAO (CEREEC) et la Coopération Allemande, ont organisé le 07 et 08 Septembre au cercle de la Rade un Forum Régional sur les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique.

Comme l'indique la note conceptuelle du forum :

En dépit de leurs importantes ressources énergétiques et des possibilités qu'elles offrent, les pays de l'Afrique de l'Ouest affichent un réel paradoxe. Ils font face, à quelques exceptions près, aux mêmes défis en matière énergétique. Ces défis, qui entravent considérablement le développement

économique, industriel et les progrès sociaux de la région, sont liés à la fois à l'accès à l'énergie et à la sécurité énergétique. Le coût de l'énergie, autant que sa disponibilité, constituent un problème. En l'absence d'un véritable marché régional de l'énergie, chaque pays doit faire face, souvent seul, à ses propres défis énergétiques nés de la faiblesse des capacités productives et de la vétusté des infrastructures.

L'accès à l'énergie est inégalement réparti dans l'espace régional. Cet accès est très limité en zone rurale, alors que les villes font face à des pénuries récurrentes qui affectent durablement les possibilités de développement de ces pays. En 2015, moins de 30 pour cent de la population ouest-africaine avait directement accès à l'électricité, mais cette proportion n'était que de 6 pour cent en milieu rural, dans une région où les quinze pays totalisent une population de plus de 300 millions de personnes.

La demande régionale en énergie devrait augmenter dans les années à venir du fait d'une croissance démographique soutenue. On s'attend à un accroissement de celle-ci à un rythme d'environ 7,6 pour cent jusqu'en 2020. Elle devrait dépasser 22.000 mégawatts à cette date, au moment où la population de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) devrait atteindre 380 millions, rendant la problématique énergétique encore plus aiguë si rien n'est fait pour y remédier (CTSD – Afrique).

### **Du fossile au mixte énergétique**

Le basculement progressif vers un mixte énergétique plus diversifié et l'accélération du développement des énergies renouvelables reste un choix conscient en termes de sécurité énergétique pour les Etats. Les avantages de la transition vers les énergies renouvelables sont réels. Outre les effets évidents sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables peuvent contribuer de manière significative à l'amélioration de la sécurité énergétique, aussi bien pour les ménages que pour les entreprises, et stimuler les activités économiques en milieu urbain comme dans le monde rural.

En Afrique de l'Ouest comme dans d'autres régions du continent africain, les énergies renouvelables englobent une vaste gamme de ressources énergétiques très diverses, qui vont de la biomasse à l'énergie solaire et marine, en passant par l'énergie hydraulique, géothermique et éolienne, entre autres. Les enjeux de la lutte contre les changements climatiques et la

nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre pour maintenir le réchauffement global autour de 2°C, de l'accès universel aux services énergétiques durables pour l'émergence des économies africaines, et de développement durable inclusif, invitent les pays à changer de trajectoire énergétique vers une économie dé-carbonée exigeant l'implication des citoyens et des différents acteurs de la vie économique. C'est dans ce contexte que s'inscrit le sommet mondial d'action pour le climat prévu en septembre en Californie aux Etats Unis. Il rassemblera des dirigeants et décideurs du monde entier pour «définir de nouvelles ambitions». Ce sera un moment pour célébrer les réalisations extraordinaires des États, des régions, des villes, des entreprises, des investisseurs et des citoyens en matière d'action climatique. Ce sera également un tremplin pour des engagements mondiaux plus profonds et une action accélérée de la part de pays soutenus par tous les secteurs de la société qui souhaitent mettre le monde sur la bonne voie pour prévenir un changement climatique dangereux et réaliser l'Accord historique de Paris.

La « dé carbonisation » de l'économie mondiale est en vue. De profonds changements se produisent dans le monde entier et dans tous les secteurs en raison de l'innovation technologique, des politiques nouvelles et créatives et de la volonté politique à tous les niveaux.

### **Objectif Général :**

L'objectif de ce forum est de faire un plaidoyer pour amener les états membres de la CEDEAO à accélérer la cadence vers une transition énergétique et à faciliter aux populations l'accès à l'énergie et aux services énergétiques modernes.

### **Objectifs Spécifiques:**

- Identifier les contraintes de mise en œuvre de la politique de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ;
- Présenter des solutions innovantes en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique réalisées par le secteur privé africain ;
- Formuler des recommandations à l'endroit de nos Etats membres de la CEDEAO pour le respect de l'agenda 2030 du SE4ALL ;
- Formuler des messages forts à l'endroit des dirigeants du monde entier qui se retrouveront en Californie pour le sommet mondial d'action sur le climat (Déclaration de Dakar).

### **Résultats Attendus :**

- Les contraintes de la mise en œuvre de la politique de la CEDEAO en matière d'accès à l'énergie sont identifiées;
- Une bonne présentation des solutions innovantes en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique est faite ;
- Des recommandations pour le respect de l'agenda 2030 sont formulées à l'endroit de nos Etats ;
- Des messages forts sont élaborés et adressés aux dirigeants du monde entier qui se retrouveront en Californie pour le climat.

### **Cibles:**

- Le centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (ECREEE)
- L'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (IAER)
- Le Ministère de l'énergie et du pétrole ;
- Le Ministère de l'environnement et du développement durable ;
- L'Assemblée Nationale;
- Le Haut Conseil des Collectivités Territoriales ;
- Le Conseil Economique, Social et Environnemental ;
- L'Agence Nationale pour les énergies renouvelables ;
- L'Agence pour l'économie et la maîtrise de l'énergie :
- L'Agence Sénégalaise d'électrification rurale;
- Le deuxième Projet de Gestion Durable et Participative des Énergies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE 2)
- Les Organisations de la Société Civile ;
- Le Secteur Privé ;
- Les organisations paysannes ;
- Les organisations de femmes et de jeunes ;
- Les écoles et centres de formation sur les ER ;

-Les centres de recherche et universités.

### **SÉANCE D'OUVERTURE**

Après les mots de bienvenue du Directeur Exécutif Mamadou BARRY de Action Solidaire International (ASI), les allocutions des partenaires techniques et financiers, du représentant de l'Assemblée Nationale (REPES), du représentant de la CEDEAO (ECREEE), le représentant du Ministre en charge du Pétrole et des Energies déclare ouverte la séance.

Un tour de table est organisé permettant ainsi aux participants de se présenter. Les objectifs, la démarche et les résultats du forum ont été également partagés.

### **POINT DE PRESSE**

Le Directeur Exécutif d'ASI et ses partenaires ont co-animé un point de presse occasion de partager avec les journalistes les objectifs de l'atelier, ainsi que les résultats attendus. De même, une petite exposition a été faite pour permettre à ces entreprises de pouvoir montrer leur savoir-faire dans le domaine et d'échanger avec les participants

Ainsi, dix (10) communications ont animé ce forum.

### **DÉROULEMENT DES COMMUNICATIONS**

Les communications du forum auxquels ont participé des représentants d'une centaine d'invités membres d'Etats africains, des experts indépendants, représentants d'organisations, d'associations professionnelles et de la société civile, se sont déroulées en plénières et en ateliers autour de dix communications:

- Initiative SEA 4 ALL
- Politique et programme du Sénégal sur les Énergies renouvelables
- Quelle place pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques? Exemple des pays francophones
- Promotion des énergies renouvelables : l'expérience de Enda Energie

- Contribution des écoles et universités dans le développement des ER et EE
- « Contribution des collectivités territoriales à la transition énergétique et à la lutte contre le changement climatique : cas du projet PICEP de la ville de Pikine »
- Quelle stratégie de financement pour le développement des EnR et la promotion de l'EE?
- Focus sur les programmes et projet de la Senelec sur les EnR?
- Présentation des solutions innovantes en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique par les entreprises locales
- Découverte de pétrole et de gaz au Sénégal : quelle opportunité pour les énergies renouvelables

Les présentations et les débats ont apporté un regard nouveau sur l'utilité des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique : (Gage de sécurité énergétique afin de construire et promouvoir une économie durable sur le continent).

Le constat général est que les ressources sont énormes mais, de manière générale, elles ne sont pas connues et exploitées de manière rationnelle pour soutenir le développement énergétique et la paix.

**La première communication présentée par M. DIALLO Sirè, Représentant de la CEDEAO, a été consacrée à l'Initiative SEA 4 All dans la CEDEAO : Etat des lieux.**

Une présentation d'ECOWAS, de ses plans d'actions et de ses différents programmes dont le genre, le changement climatique, le renforcement des capacités dans le secteur énergétique, a été faite. Ce qui a permis aux participants de comprendre ce qu'ECREEE fait réellement dans le secteur énergétique.

Dans sa communication, l'intervenant nous fait savoir que le taux d'accès à l'énergie en Afrique est trop faible.

En effet, sur les 339 million de personnes, il n'y a que 150 millions qui ont accès à l'énergie et 75 millions ont accès à la cuisson avec une installation en énergie

renouvelable d'une capacité de 3 GW . Il souligne également que l'accès à l'énergie est inéquitable selon les pays, par exemple le Nigéria est entre 6 à 7% alors que le Libéria est à 40% . (Se référer à la présentation powerpoint).

**La deuxième communication présentée par M. NIANG Gora, Représentant de l'ANER, consacrée aux politiques et programmes du Sénégal sur les énergies renouvelables ressources.**

Une présentation de la Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'énergie 2012 (LPDSE) a été faite. Cette dernière a pour vision « un secteur énergétique performant et assurant une parfaite disponibilité de l'énergie au moindre coût possible et garantissant un accès universel aux services énergétiques modernes dans le respect des principes d'acceptabilité sociale et environnementale» avec différents objectifs stratégiques dont :

- assurer l'approvisionnement en énergie du pays en quantité suffisante, dans les meilleures conditions de qualité et de durabilité et au moindre coût ;
- opérer la diversification énergétique afin de réduire la vulnérabilité du pays aux aléas exogènes notamment ceux du marché mondial du pétrole ;
- promouvoir le développement des énergies renouvelables ;

Et axes stratégiques en l'occurrence :

- garantir la sécurité énergétique et accroître l'accès à l'énergie pour tous afin d'impulser une croissance économique forte et un développement social équitable ;
- développer un mix énergétique comme base de sortie de crise associant le charbon, le gaz naturel, l'hydroélectricité, les interconnexions et les énergies renouvelables
- poursuivre et accélérer la libéralisation du secteur ; etc.

L'intervenant a énuméré des lignes directrices dans différents domaines à savoir celui des hydrocarbures qui consiste à sécuriser l'approvisionnement du pays, créer les conditions pour la réduction des coûts et assurer la qualité des produits pétroliers ainsi que les conditions de sécurité des activités, dans le sous-secteur de l'électricité, dans le sous-secteur des combustibles domestiques, dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et de l'efficacité énergétique et dans le domaine des énergies renouvelables.

Les axes prioritaires s'articulent ainsi autour de 4 points :

1. Accroître la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique national
2. Renforcer l'accès aux services énergétiques modernes d'origine renouvelable
3. Mettre en place un dispositif d'accompagnement de la stratégie.
4. Mettre en œuvre un plan de communication un dispositif de suivi-évaluation

Et un cadre institutionnel législatif et réglementaire avec des projets et programmes d'énergies renouvelables ainsi que les enjeux du développement des énergies renouvelables sur tous les plans :

A la suite de la communication, le débat est ouvert par le modérateur afin de permettre aux participants de poser des questions et de compléter au besoin les communications présentées, parmi celle-ci, il a été relevé les questions suivantes :

- Quelle politique êtes-vous entrain de mener en termes d'élimination de déchets ?

- Qu'est ce que prévoyez-vous pour une bonne synergie des acteurs en milieu rural ?

L'intervenant (Gora NIANG) rétorque en soulignant que la gestion des déchets reste une problématique même si cela est du ressort de l'UCG, il faut créer une synergie entre les différents acteurs.

En ce qui concerne la 2ème question, il stipule qu'il faut mettre en place un cadre local de concertation qui va constituer la porte d'entrée.

**La troisième communication portant le thème : quelle place pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques? Exemples des pays francophones, présidée par**

**La quatrième communication présentée par M. NAMASTA Djimingue, Représentant de Enda Energie, s'est penchée sur la promotion des énergies renouvelables : l'expérience d'Enda Energie**

Une présentation a été faite pour partager les projets, programmes et réalisations d'Enda Energie. Et parmi ces projets, nous pouvons citer :



- Programme Régional chaîne de valeur Lait et Energies Solaire pour permettre aux populations du Sénégal d'avoir des centres de conservation de Lait...
- Sécurité Energétique pour la sécurité alimentaire (SESAL)
- Séchage des fruits et légumes au Mali

**La cinquième communication portant sur : la contribution des Ecoles et Universités dans le développement des ER et EE, présentée par M. KOBOR, directeur du Laboratoire de chimie et du physique des matériaux.**

Dans sa communication, il expose les catastrophes dues aux changements climatiques en l'occurrence les inondations, érosion côtières etc, il a également passé en revue la Recherche Appliquée dans les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique dont l'objectif général consiste à former des personnes qualifiées dans le domaine des EnR/EE et résoudre le problème énergétique des populations et la Formation dans les EnR/EE et a débouché sur une conclusion avec des solutions proposées pour une amélioration que sont :

- Partenariat Laboratoire – Privés pour innover
- Mise en place de plateforme pédagogique multifonctionnelle dans les IES
- Contribution des Acteurs privés dans la formation et la recherche par la création d'un fond (surtout les entreprises étrangères gagnant les gros projets de l'état) Créer un cadre de rencontre entre chercheurs et entrepreneurs mais aussi des autorités locales
- Créer un pont de liaison entre laboratoires et monde professionnel par le biais des étudiants stagiaires en entreprises
- Equiper les laboratoires avec des équipements de pointe

**La sixième communication qui a pour thème : contribution des collectivités territoriales à la transition énergétique et à la lutte contre le changement climatique : cas du Projet PICEP de la ville de Pikine »a été présentée par M.FALL**

**La septième communication portant sur quelle stratégie de financement pour des EnR et la promotion des EE, présentée par Mme SAMBA du Ministère de l'ESS.**

En l'absence du présentateur de ce panel, Mme SAMBE du ministère de l'Economie Social et Solidaire (ESS) a fait une intervention.

Dans son intervention, elle nous fait savoir que le Ministère intervient dans le financement vert et invite les acteurs à faire des propositions.

**La huitième communication présentée par M.GAYE, représentant du Ministre en charge de l'énergie et du pétrole SENELEC, intitulée : Focus sur les programmes et projets de la SENELEC sur les EnR**

La présentation du contexte du développement des énergies renouvelables, nous a permis de savoir que le Sénégal est confronté à une forte dépendance des variations des cours des produits pétroliers avec un parc de production composé à 90% d'unités thermiques.

Eu égard aux contraintes lourdes que cette dépendance fait peser sur la croissance économique, réduire cette dépendance est devenue une haute priorité de l'Etat du Sénégal selon l'intervenant. Pour atteindre cette interdépendance énergétique, il y a eu la LDPSE (la Lettre de Développement de Politique de Secteur de l'énergie) de 2012 pour réduire les coûts de l'électricité affirme t'il.

Sur ce, les points clés (coûts de production élevés, Secteur non-viable et fortement subventionné, Parc de production vétuste et forte dépendance aux produits pétroliers) de diagnostics de la LDPSE de 2012 furent partagés.

Toujours dans son intervention, il déclare que pour encadrer l'activité de développement des projets de production d'énergie renouvelables, le cadre légal et réglementaire a été revu avec l'entrée en vigueur de nouvelles lois et décrets dont principalement:

- La loi n° 2010-21 du 20 décembre 2010 et loi n° 2010-22 du 15 décembre 2010 portant la promotion des énergies renouvelables et aux biocarburants ;
- Le décret n° 2011-2013 portant application de la loi d'orientation sur les énergies renouvelables ;
- Le décret n° 2011-2014 portant application de la loi d'orientation sur les énergies renouvelables relatif aux conditions d'achat et de rémunération du surplus d'énergie électrique d'origine renouvelable.

Et que c'est en fait ces lois et décrets qui nous ont valu ces satisfactions connues aujourd'hui.

En outre, à travers les projets de développement d'énergie renouvelables, deux étapes clés ont été présentées : la phase Période Transitoire (Article 19 de la loi 2010-21) et la fin période Transitoire (Sélection par Appel d'offres par la CSRE avec pré qualification, Sélection par AO sur la base des requalifiés et la négociation et signature des Contrats (prochaine phase). Il a aussi parlé de la contractualisation, les projets réalisés, des contraintes liées notamment au foncier, l'obtention de permis par les différents services techniques de l'Etat, de la nouvelle politique qui consiste à aller vers les gaz naturels, et également de la possibilité de substituer le charbon par le gaz naturel.

**La neuvième communication a porté sur la présentation des solutions innovantes en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétiques par les entreprises locales telles que NADJIBI, STI et LAGAZEL.**

L'entreprise Africaine solidaire et sociale (NADJIBI) qui a pour approche « écosystème » a pour objectif de permettre aux paysans de se prendre en charge en leur fournissant les outils adaptés à leurs besoins et à leurs conditions pour qu'ils le fassent. A travers un exemple de village pilote (vidéo à l'appui), l'entreprise NADJIBI, nous présente les réalisations faites en matière d'énergies renouvelables, favorisant ainsi :

- la réduction des gaz à effet de serre
- l'amélioration de la santé
- l'amélioration du capital
- l'amélioration de condition de sécurité
- l'amélioration de la vie de la femme etc.

D'autre part, la structure Sénégal Transaction International (STI), présentée par son directeur NDIAYE Youssoupha, fait savoir que la consommation d'énergie apparaît comme un problème majeur du dessalement, avec une utilisation massive de ressources fossiles polluante pour dessaler l'eau de mer et que l'Emissions de CO2 et la consommation de barils de pétrole pour le dessalement d'eau de mer en 2015 et 2030 (prévision) avec les technologies conventionnelles pèsent énormément sur nos budgets nationaux.

**D'où la nécessité de développer le système de dessalement par énergie solaire.**

Ainsi, la technologie OSMOSUN, une première mondiale portée par trois innovations brevetées et permises par le financement Investissement d'Avenir (DEMOS) se présente comme suit :

- Flexibilité de fonctionnement de l'osmose inverse, un ensemble intelligent de membranes joue le rôle de maître de l'auto gestion spontanée de l'ensemble des paramètres et en particulier de la pression (recovery, débit)

- Stockage d'énergie hydraulique, un dispositif simple breveté de stockage d'eau sous pression permet le lissage de la production et des variations de pression même avec 90% de perte de puissance en 4 seconds

- Nouveau variateur DC / AC MPPT

- Le projet DEMOS (démonstration)

- Applicatifs et compétitivité OSMOSUN.

Et enfin, LAGAZEL, créée en 2015 est la première entreprise qui industrialise la fabrication de lampes solaires en Afrique afin d'apporter une solution de qualité et de proximité car d'après cette dernière, 650 million d'Africains n'ont pas accès à l'électricité.

S'appuyant sur l'expérience des sociétés CB Energie (Burkina Faso) et CHABANNE (France), LAGAZEL a abouti à la création des lampes solaires appelées KALO fabriquées en Afrique par des personnes qualifiées et formées, avec des produits de valeurs, adaptés aux besoins.

Ainsi, l'objectif de LAGAZEL d'ici 2020, est de vendre 1.3 million de lampes et de créer 10 ateliers de production afin d'éviter 850.000 T de CO2 avec 150 emplois directs générés.

**Dixième communication a porté sur les Découvertes de Pétrole et de Gaz au Sénégal : Quelles opportunités pour les énergies renouvelables, présentée par Mr GUEYE Abdou, Environnementaliste et spécialiste en Hydrocarbures.**

A travers cette communication, l'exposant a fait une présentation sommaire de l'Etat des lieux de la découverte des hydrocarbures notamment offshore, stipulant ainsi une importante découverte de pétrole dans le BSOP par Cairn Energy (Carpricorn Ltd) en 2004, et une importante découverte de Gaz naturel dans le BSOP & BCOP par Kosmos Energy en 2015, le principe du rappel des ressources, d'une évaluation financières des ressources pétro-gazières OFFSHORE qui, selon le Directeur général de PETROSEN, Monsieur Mamadou

Faye, l'exploitation des deux gisements SNE et GTA peut apporter des revenus totaux de plus de 150 milliards de dollar US soit 84.000 milliards de Francs CFA. Il ajoute que cette exploitation peut générer des dépenses de près de 60 milliards de dollar US (33000 milliards de Francs CFA) et que les revenus de l'Etat se chiffrent à plus de 30 milliards de dollar US (soit 16.000 milliards de francs CFA) pendant une trentaine d'années.

Sur ce, la découverte de pétrole et du gaz au Sénégal est une opportunité pour le développement et la promotion du secteur des Energies Renouvelables (ER).

En effet, selon le présentateur, le Sénégal dispose d'un potentiel important en matière d'énergies fossiles et renouvelables très important (solaire, éolien, hydroélectrique etc.) qui, s'il est bien exploité, pourrait contribuer à satisfaire une part significative de la demande énergétique et permettre aux pays de faire face aux défis que constituent les impacts environnementaux et le changement climatique. Malheureusement, pour faire valoir ces potentiels, il y a un manque de financement, d'où l'intérêt selon l'intervenant de puiser des revenus pétroliers pour pouvoir les financer.

Toutes les présentations ont été suivies de débat afin d'installer une séance de discussions entre les participants et l'intervenant, ce qui a abouti à différentes recommandations :

### **Recommandations générales**

**Les principales recommandations formulées par les intervenants et les participants sont les suivantes :**

- **Les Energies Renouvelables et l'efficacité énergétique doivent occuper une place dans la planification locale et nationale.**
- **Former des techniciens, de planificateurs et ceux qui sont chargés de véhiculer l'information**
- **Les collectivités territoriales locales doivent travailler dans le cadre de l'intercommunalité.**
- **Mise en place des cadres d'organisation pour le respect des cahiers de charges afin d'éviter les pertes dues au réseautage.**
- **Dans un contexte de développement dramatique :**

**Avec d'énormes espoirs sur la découverte des hydrocarbures offshore mais aussi attentes en termes de nourriture, logement, emploi, sécurité mais également confort, électricité et mobilité**

**➤ La notion de durabilité devient essentielle :**

**Nos combustibles fossiles offshore sont limités, l'environnement marin et les ressources renouvelables offshore notamment biodiversité marine et pêche et quelque part tourisme sont menacés,**

**➤ Les clés pour un développement efficace des ER**

**➤ Mieux préparer le futur en contribuant au développement des énergies nouvelles ;**

**➤ Faire un plaidoyer pour orienter une partie de l'argent du pétrole vers les investissements productifs verts;**

**➤ Promouvoir la mise en place du système off-grid et mini grid à l'intérieur du Sénégal;**

**➤ Investir dans les énergies alternatives;**

**➤ Encourager les projets d'électrification au profit de l'exploitation du gaz naturel;**

**➤ Créer de la valeur pour les parties prenantes (accès à l'énergie pour tous).**

**➤ Impliquer les jeunes et les communautés locales dans les politiques nationales ;**

**➤ élaborer au niveau national et régional des stratégies spécifiques tenant compte des traditions locales de gestion des richesses naturelles ainsi que les savoir-faire autochtones liés à la conservation des écosystèmes ;**

**➤ Faire un plaidoyer renforce des économies verte et bleue pour augmenter les opportunités d'emplois de la jeunesse africaine, et de l'intégrer dans toutes les politiques de l'emploi et de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle.**

## **Discours de clôture**

Avant de procéder à la cérémonie de clôture, le draft de déclaration a été soumis aux participants pour observation. Ainsi, à l'issue d'une tour de discussion et d'échange sur la déclaration, celle-ci a été adoptée.

La cérémonie de clôture a été présidée par le représentant du Haut Conseil des Collectivités territoriales (HCCT), Monsieur Bakhom. Ce dernier a salué l'initiative qui a été une réelle opportunité de faire un plaidoyer auprès des Etats pour le renforcement de l'efficacité énergétique et une transition rapide vers des énergies à 100% renouvelables.

Le représentant du HCCT n'a pas manqué de féliciter l'organisation **Action Solidaire International (ASI)** et ses partenaires. En outre, il s'est engagé à partager largement la déclaration issue de ce forum.

Monsieur le Directeur Exécutif de ASI a aussi saisi l'occasion pour remercier l'ensemble des partenaires ayant accepté de soutenir ce forum si important avant de faire savoir que son organisation Action Solidaire International va poursuivre résolument le plaidoyer pour la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au niveau national et international.

**Fait à Dakar, le 05 Novembre 2018**